

BULLETIN N.A.D.

NOUVELLES ALTERNATIVES POUR LE DEVELOPPEMENT
Solidarité - justice - actions / Réseau CADTM-Attac

N. A. D., 52 rue Boleko, Matonge, Kalamu, Kinshasa, RDC, E-mail : nad_rdc@hotmail.com

Bulletin N° 1 : Avril 2004

Bimestriel d'information

Nouvelles Alternatives pour le Développement

OBJECTIFS

La création de l'Association "Nouvelles Alternatives pour le Développement" (N.A.D.) est le résultat d'une longue réflexion sur la dégradation socio-économique de notre pays, ses causes et les solutions jusque-là préconisées.

Il s'avère qu'au-delà des implications extérieures, une attention particulière doit être accordée aux causes internes auxquelles nous pouvons nous atteler. Il s'agit de l'attentisme, la corruption, l'acculturation, l'égoïsme et l'absence de patriotisme. N.A.D. préconise comme alternative, le changement des mentalités: tous les Congolais le savent nécessaire et le clament à tout vent mais n'agissent pas dans ce sens pour sortir du marasme. Nous devons donc interpellier sur nos comportements, nos agissements au sein de la société, faire une autocritique constructive pour une prise de conscience.

En tant que leaders, élites, conducteurs de la masse (locomotive), il nous faut casser la barrière que nous avons érigée face à nos concitoyens ; ceci pour faire renaître la confiance (qui n'existe plus).

En tant que masse, nous devrions nous exprimer, comme ouvriers, bâtisseurs et acteurs incontournables de l'édification de notre société. Nous devons donc aider l'élite, les leaders à la conception, l'élaboration des projets de développement.

Avec N.A.D., tous devront contribuer au développement et au contrôle citoyen pour bâtir un Congo nouveau.

Nous nous proposons de :

- promouvoir l'esprit communautaire et de solidarité dans la société ;
- nous concerter, réfléchir sur notre environnement et échanger les expériences en vue de sortir de la pauvreté ;
- participer à l'élaboration et à l'exécution de projets de développement réel et durable;
- former et informer la population sur ses droits et ses devoirs pour l'édification d'un autre Congo.

TROP RICHE POUR ETRE SI PAUVRE

Le décollage de la RDC ne viendra que de la performance des mouvements sociaux. La RDC est un pays qui étonne tout le monde car la pauvreté de sa population et son classement par le PNUD au 165ème rang sur 175 contrastent scandaleusement avec la richesse de ses ressources. En effet, ses potentialités sont multiples:

- son poisson et son eau, avec son grand fleuve Congo, mais le poisson vient de Namibie et l'eau potable reste un luxe rare, tout comme l'électricité domestique malgré les chutes d'Inga capables d'électrifier toute l'Afrique.
- sa forêt (plus de 40% de la réserve africaine), alors que les écoles manquent de bancs, de pupitres et que les chaises en plastique se retrouvent même dans les villages forestiers. Les meubles qui équipent tous les bureaux des dignitaires sont importés d'Europe, où ils ont été souvent faits avec le bois de... la RDC.
- la richesse de sa médecine traditionnelle et de ses plantes médicinales mais qui ne servent qu'aux grands laboratoires pour en faire des médicaments à vendre... aux Congolais.
- sa richesse artistique (musique, art Kuba, Tshokwe, théâtre, arts plastiques...) qui malgré sa renommée internationale n'apporte presque rien à l'Etat ni aux artistes. Ses vedettes sportives: une potentialité inexploitée ou perdue pour le pays.
- ses différents sites touristiques (parc de Virunga, Kundelungu, Nsele, plage Muanda, grotte de Mbanza Ngungu, jardin botanique de Kinshasa, Kisantu, montagne et volcan...), mais qui ne rapportent rien au pays, alors que d'autres pays comme le Kenya ou le Cap vert vivent du tourisme.
- ses mines d'or, de cuivre, de diamant, de coltan, de manganèse, de cobalt, son pétrole, mais qui sont pour la plupart la propriété d'entrepreneurs étrangers (ou sur le point de l'être) donc presque rien ne profite au Congo et rien au peuple congolais.

TYPES D' ACTIONS

Conférences, séminaires, sessions de formation, interventions télévisées et radiodiffusées, articles presse, théâtre, musique, lobbying, manifestations, plaidoyers, actions pratiques.

DOMAINES D' ACTIONS

1. Droits et devoirs du citoyen

Objectif: amener la population à appréhender ses droits et devoirs et à connaître les devoirs de l'Etat vis à vis d'elle.

2. Délinquance juvénile et éducation

Objectif: amener la population (parents et jeunes) à en comprendre les conséquences sur la société et à adopter un comportement responsable.

3. Insalubrité, santé et protection de l'écosystème

Objectif: aider la population à se rendre compte des conséquences de l'insalubrité et de la destruction de l'écosystème.

4. Sécurité et souveraineté alimentaire

Objectif: comprendre l'importance de la souveraineté alimentaire et de la qualité de l'alimentation.

5. Femme, actrice incontournable du développement

Objectif: amener la société congolaise à comprendre la place de la femme dans le développement.

6. Commerce et enjeux de la mondialisation

Objectif: amener la population à comprendre la nécessité de consommer le plus possible des produits du pays par la prise de conscience de l'iniquité du commerce mondial actuel, développer le commerce équitable.

- les intellectuels congolais sont une grande potentialité... au service des autres Etats où ils ont émigré ("fuite des cerveaux").

- l'agriculture vivrière devrait nourrir tous les Congolais et générer des surplus à exporter. L'élevage pourrait être valorisé, non seulement dans les provinces de l'Est où existe déjà cette tradition, mais aussi sur le plateau Bateke où des milliers d'hectares brûlent inutilement chaque année. Mais des milliers d'hectares sont la propriété d'entrepreneurs étrangers qui exportent leur bétail et par ailleurs les prix des produits agricoles étant fixés dans les Bourses occidentales, ils ne correspondent en rien à leur valeur réelle. Ainsi, malgré cette potentialité agricole renforcée par la présence de l'électricité du grand Inga, le Congolais meurt de faim et les fruits pourrissent par manque de transformation, de conditionnement et de routes et de voies navigables ! Pourtant, certaines potentialités devraient aider au décollage de la RDC :

- la multitude de media (radios, télévisions, journaux) qui devraient être les acteurs d'une éducation de masse.

- les mouvements sociaux congolais qui sont une grande richesse de ce pays mais qui ne sont pas encouragés ni soutenus. Imaginez si les nombreuses associations, ONG, syndicats, églises, corporations se mettaient réellement à travailler en commun : le Congo ne pourrait pas être ce qu'il est aujourd'hui.

Que faire ? Prendre conscience et agir : voilà pourquoi le NAD.

VICTOR NZUZI

RDC

Education: faire prendre conscience de la nécessité d'un service public, laïc et gratuit qui assure une éducation minimale à la citoyenneté, c'est à dire à la conscience des devoirs et des droits sociaux, afin de maintenir dans les pays une conscience morale qui limite la violence, la misère, la peur, l'égoïsme, l'exploitation de l'homme (l'ignorance de ses droits amène plus facilement à l'esclavage), la destruction de la planète.

Mais aussi l'apprentissage de l'esprit critique qui permet de comprendre les manipulations, de voir les mensonges des media, des sites internet ou des personnages influents (hommes politiques, patrons, vedettes,...)

Et encore, faire prendre conscience de la nécessité d'être actif dans la recherche d'informations car la démocratie occidentale repose sur une dissimulation de l'information grâce à l'illusion d'une information intensive (télévision surtout) et grâce à l'individualisme qui empêche la diffusion de l'information par le "bouche-à-oreille".

L'ENSEIGNEMENT CONGOLAIS DANS TOUS SES ETATS

Au début des années 80, la RDC (ex-Zaire) a commencé à appliquer les programmes d'ajustement structurels tels qu'imposés par les Institutions Financières Internationales. Les conséquences se révéleront catastrophiques notamment dans le domaine de l'éducation. Nous allons tenter de faire l'état des lieux de l'enseignement congolais 20 ans après.

Dès 1983, des mesures consistant à assainir l'enseignement furent prises. On appliqua le dégraissage du personnel enseignant et du personnel d'appoint (électriciens, sentinelles, surveillants, cuisiniers, etc.). La conséquence d'un tel "assainissement" se fit sentir rapidement: dégradation des infrastructures, carence d'enseignants qualifiés, fermeture de certaines facultés.

Une décennie après, la fonction publique en général et le secteur de l'éducation en particulier furent de nouveaux confrontés au problème du non-versement des salaires. Parents et enseignants furent contraints de travailler ainsi pendant de longues années sans être payés. Aussi un palliatif fut imaginé: les parents verseraient une contribution pour soutenir les enseignants consacrant ainsi l'effacement total de l'Etat qui devait assurer l'éducation pour tous les Congolais!

S'il est vrai que ce système a permis d'éviter des grèves d'enseignants et des années "blanches", il est aussi vrai que les conséquences à court et à long terme furent désastreuses: déperdition scolaire et non scolarisation des enfants moins nantis, marchandisation de l'éducation (gonflement de salles de classes jusqu'à 100 élèves, d'auditoires jusqu'à 2000 étudiants,

pour avoir beaucoup d'argent sans souci du niveau réel des candidats et de la capacité d'accueil), baisse du niveau de l'enseignement, cumul des professeurs dans 2 ou plusieurs institutions, accélération du niveau de délabrement des infrastructures, préférence accordée aux écoles et universités privées.

Comme nous pouvons le constater: l'Etat a consacré la déliquescence de l'éducation au Congo (au mépris de l'article 26 de la DUDH et 46 de la Constitution de la transition !). Avec la privatisation de fait des institutions d'enseignement public, l'avenir de la jeunesse congolaise est menacé.

VINCENT MATANDU MFULAMA, ENSEIGNANT ET MEMBRE DU NAD

1. "Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire, et obligatoire", "Tout Congolais a droit à l'éducation. Il y est pourvu par l'enseignement national".

LES RAISONS OBJECTIVES DE LA DELINQUANCE JUVENILE AU CONGO-KINSHASA

Si la jeunesse congolaise d'avant 1960 s'est fortement investie dans la bataille pour l'indépendance, celle d'aujourd'hui, abandonnée à elle-même, est plutôt utilisée par tous les protagonistes du système démocratique (pouvoir, opposition politique, oppositions armées) comme marche-pied pour faire avancer ou contrarier le processus de démocratisation de notre pays. En RDC aujourd'hui, la délinquance juvénile n'est plus un fait marginal, c'est un fait social quotidien.

Cette situation conduit la RDC à faire du sur place, car comme l'a écrit Giraudoux dans *La guerre de Troie n'aura pas lieu*, "Tout pays est le pays de la jeunesse, il meurt quand la jeunesse meurt". La délinquance est-elle le fait d'une mauvaise gouvernance ou le fait du développement des grandes villes (urbanisation) ? Nous tenterons de répondre à cette question.

Un des phénomènes du monde urbain africain est l'accroissement du vagabondage et de la délinquance. Plusieurs facteurs en sont à l'origine :
- les conditions socio-économiques dues à l'urbanisation: beaucoup de jeunes sont amenés à exercer trop tôt des métiers rémunérateurs (cireurs, chargeurs, receveurs, quado, chauffeurs, laitiers, débrouillards ou autres commerçants ambulants, danseurs, musiciens, etc.) en abandonnant les études qui coûtent cher. A cause du minerval à payer, de la survie à assurer, des vêtements à acheter, les jeunes sont confrontés aux problèmes d'argent et tombent dans la délinquance.

- des mécanismes psycho-sociologiques: ces jeunes donnent libre cours à leurs tendances délinquantes à cause de l'instabilité familiale (divorces, séparations, unions irrégulières), de la disparition du contrôle social lié à l'anonymat qu'assure la grande ville, des services sociaux publics et des infrastructures de prise en charge ou d'hébergement devenus inexistantes, du non-paiement des arriérés de salaire, de mauvaises rémunérations. A tout ceci s'ajoute une éducation diffuse et non adaptée assurée par la rue et les médias.

Ainsi, la crise socio-économique et la valeur première donnée au commerce provoquent des crimes de toutes parts: vols simples, qualifiés, banditisme, mendicité forcée, injures, propos malveillants et bagarres, tapage nocturne et diurne, danses obscènes, vente et usage de drogues et psychotropes, violence, prostitution, proxénétisme, jeux d'argent, encouragés par l'oisiveté, les médias, la rue et même le milieu scolaire dans certains cas. Corruption, conflit des générations, incapacité de répondre aux besoins créés par les multinationales; quelles que soient les raisons objectives que l'on peut développer pour expliquer la délinquance, elle est avant tout le fait d'une mauvaise gouvernance encouragée par les dettes contractées par les Etats du Sud, dont la RDC, auprès de la Banque Mondiale, du FMI pour la réalisation des "éléphants blancs", projets ayant servi à l'enrichissement des dirigeants du Sud, de leurs maîtres au Nord et des multinationales étrangères et à l'appauvrissement des populations.

JACQUES BIBANGA

Travail: faire prendre conscience de la nécessité de la solidarité pour faire respecter ses droits (syndicats, associations de consommateurs, coordinations de travailleurs, ...), de la nécessité de conserver son indépendance

ce financière (refus du crédit, de l'endettement) pour ne pas devenir dépendants moralement des entreprises et de leur fonctionnement. Encouragez les coopératives, l'artisanat, le commerce équitable.

LES DEFIS A RELEVER PAR LES SYNDICATS CONGOLAIS

Avec le pluralisme syndical institué au début des années 90, une centaine de syndicats a vu le jour en RDC. Dix ans après, il s'est avéré malheureusement que la majorité d'entre eux ne poursuivaient aucun idéal social. C'était pour la plupart des syndicats-maison créés et financés par certains employeurs pour pérenniser l'exploitation des travailleurs.

Les quelques rares syndicats authentiques demeurés fidèles à leur mission ont continué la lutte héroïque pour la défense et la promotion des intérêts des travailleurs. Et, bien que privés de leurs ressources principales, à savoir les cotisations retenues à la source par les employeurs, car ceux-ci les rétrocèdent au compte-gouttes dans le but malveillant de fragiliser l'action syndicale, ils ont quand même pu sauver l'essentiel: le pouvoir d'achat. Cependant, dans l'environnement de crise chronique caractérisée par une hyper inflation à 4 chiffres, on ne pouvait plus prétendre à une quelconque amélioration de la situation des travailleurs. Malgré tout, le système d'indexation des salaires au chiffre d'affaires, arraché de haute lutte, a permis de limiter un peu les dégâts de cette crise multiforme sans précédent.

Il nous est venu de constater que, aussi longtemps que nous, syndicats, nous évoluons dans notre cadre habituel, c'est à dire l'entreprise, nous faisons preuve d'une certaine efficacité mais dès qu'il s'agit d'affronter l'Etat, le plus grand employeur, quand celui-ci vient à prendre des mesures iniques, sur injonction du FMI et de la Banque Mondiale, telles que les privatisations, la suppression des monopoles publics ou vient à violer les normes internationales de l'OIT en consacrant la disparition des systèmes de santé, des retraites,...là nous avons toujours brillé par notre incapacité à nous organiser.

Cette impuissance s'observe aussi dans notre faiblesse à constituer un large front uni contre les méfaits que cause au monde du travail la mondialisation néo-libérale par la concurrence déloyale qu'elle nous impose. Ceci ne peut qu'aboutir à la destruction de la petite industrie locale et donc à la perte de milliers d'emplois.

Pourtant il existe une coordination de tous les syndicats congolais. Cette structure s'était assigné pour mission de galvaniser toutes les énergies des travailleurs en vue de les canaliser vers ce combat national et supranational. Les dirigeants de cette plate-forme qui pour la plupart sont devenus ministres ou députés à la faveur du dialogue inter-congolais, ont abandonné la lutte. Pourtant, cette union n'a jamais été aussi nécessaire : les lois de l'Organisation mondiale du commerce (1), au service des entreprises multinationales, menacent dangereusement le droit du travail.

Nous lançons un appel vibrant à tous les syndicats authentiques pour nous réapproprier cet outil vital de pression sur les décideurs.

ISSA DESIRÉ

1. Avec l'A.G.C.S. (Accord Général Sur le Commerce des Services) surtout, dont nous vous remercions.

Alimentation: faire prendre conscience des dangers pour l'homme ou pour la planète de produits que les pays du nord vendent au Sud (OGM, aliments "chimiques", irradiés, etc.) afin de (re)développer des aliments sains et accessibles aux citoyens pauvres.

LES ADDITIFS ALIMENTAIRES : cas des colorants

Notre alimentation est envahie par des additifs de toutes sortes, très souvent nocifs pour notre santé.

Ils sont utilisés comme conservateurs, colorants, édulcorants (pour sucrer), exhausteurs de goût (pour donner le goût d'un élément absent du produit).. Plus aucun produit alimentaire n'y échappe. Les additifs sont partout, dans le vin, les soupes, les friandises, la charcuterie, les jus, les boissons sucrées, ... Dès qu'ils inventent une nouvelle recette, les industriels piochent sans discernement dans une liste de plus de 300 colorants, édulcorants, émulsifiants (pour donner un bel aspect).

Les colorants servent à donner une couleur dite naturelle aux aliments qui

ne contiennent justement pas le produit naturel concerné: certains sont toxiques et surtout déclenchent des réactions allergiques ou d'intolérance. Quelques colorants sont naturels et sans danger; mais la plupart de ceux qui sont les plus utilisés, puisque moins coûteux, sont des produits chimiques de synthèse. Ils sont plus employés dans:

- la confiserie (bonbons) et la pâtisserie (biscuits et gâteaux)
- les produits laitiers
- les boissons.

Dans certains cas leur emploi se justifie (conservateurs par exemple pour que le produit ne pourrisse pas dans l'emballage), mais dans d'autres, ils n'offrent qu'un intérêt extrêmement limité pour le consommateur. Et bien souvent, ils sont introduits de façon abusive, jouant d'une réglementation peu rigoureuse

La loi impose que la présence de colorants soit mentionnée sur le conditionnement. Mais beaucoup de produits les contenant sont vendus en vrac ou sans emballage: les gâteaux de pâtisserie, les gommes colorées, les jus et autres sucreries dont surtout les enfants raffolent.

Chers compatriotes, les additifs alimentaires constituent dans le contexte actuel un danger imminent: prenons en tous garde car les contrôles sanitaires sont rares et les industriels, uniquement préoccupés de profit, ne se chargeront pas de vous en protéger!

FLORENT BASHIE

FEMME

Vers les années 1970, la femme était encore cet être à qui on devait du respect. Quand elle montait à bord d'un bus, les hommes s'empressaient de lui laisser la place : est-ce encore le cas aujourd'hui?

La constitution de la transition congolaise reconnaît à la femme le droit à une représentation significative au sein des institutions mais la femme est-elle vraiment consciente de ce rôle, ou se dit-elle : "C'est une affaire d'hommes" ? La femme doit se sentir concernée par cette question de développement. Elle ne doit pas rester passive et spectatrice mais doit avoir cette aspiration pour devenir actrice à part entière. Pour y arriver, il faut faire une véritable coalition des femmes afin qu'ensemble nous puissions réclamer les 30% de la représentativité dans toutes les organisations préconisées par l'ONU, mais en évitant le clientélisme.

Qui dit "développement" dit changement de mentalité. Si pendant qu'on célébrait la journée internationale de la femme, les femmes ont fait ce qu'elles ont fait au Palais du peuple, pourquoi avoir choisi ce jour-là et pas un autre? Bien sûr, pour exprimer la colère, mais pourquoi les femmes victimes ne pouvaient-elles pas traduire la (ou les) personne(s) en justice? Dans nos coutumes, ce geste signifie maudire la personne. Quand nous parlons réconciliation, est-ce de cette façon que nous allons y parvenir ? En fait, le scandale du Palais du peuple risque d'entraîner une remise en question de l'émancipation de la femme, voire de son développement.

Par ailleurs, la femme est la première victime des conséquences de la dette. Le mari, rendu chômeur et misérable par les politiques du FMI et de la Banque Mondiale, a dû se saigner aux quatre veines pour trouver à sa femme un petit fonds de commerce qui ne correspond même pas au prix d'achat de la marchandise (ex: feuilles de manioc). Le commerçant (propriétaire) voyant qu'il a affaire à une pauvre femme, au lieu d'user pour elle de bontés et lui donner la marchandise à crédit comme le font d'autres commerçants et commerçantes, que nous saluons en passant, lui impose au contraire des conditions, dont celle d'être sa copine. Que croyez-vous que fera cette pauvre femme, sachant la situation dans laquelle se trouvent son mari, ses enfants, sa maison ? Nous nous demandons où nous allons avec ce comportement, surtout dans un pays où presque chaque Congolais se dit chrétien.

PHILO ODIA

* Pour 1 \$ dû en 1980, les PED ont remboursé 8 \$ mais doivent encore 4 \$.

* 38 % des budgets des pays d'Afrique subsaharienne vont au service de la dette.

INTERNATIONAL

Dix ans après le génocide, l'Afrique centrale au pied du mur

Dix ans après le génocide, l'Afrique centrale tente de se remettre de ses profondes blessures. Conséquence du génocide, la présence de miliciens hutu génocidaires à l'est du Congo a été le prétexte à deux guerres orchestrées depuis le Rwanda en territoire congolais. La seconde, déclenchée en août 1998, a mis aux prises pendant près de cinq ans entre six et dix pays africains, eux-mêmes discrètement soutenus par des parrains internationaux. Aujourd'hui, après un bilan effroyable de plus de trois millions de morts, l'environnement a évolué et les bailleurs de fonds conditionnent enfin leur aide au respect de l'intégrité territoriale. Un très éclectique gouvernement de transition " inclusif " est chargé de mener le Congo à ses premières élections démocratiques depuis l'indépendance, prévues en 2005. Le Rwanda a connu ses premières élections durant l'été 2003 et le Burundi voisin, fort d'un accord de paix avec le principal mouvement rebelle des FDD, est en route vers des élections prévues à l'automne 2004. Une conférence internationale, annoncée fin 2004, devrait permettre de traiter les nombreux problèmes de l'Afrique centrale sur une base régionale.

Mais le sentiment que ce processus peut dérailler à tout moment persiste. Le pouvoir congolais reste instable et l'est congolais est encore loin d'avoir retrouvé la sécurité. Des massacres continuent de se produire au Burundi, tandis que le Rwanda vit dans un vase clos générateur de violences. Le risque existe qu'entre le consensus apparent qui habite les chancelleries occidentales, de toute façon occupées à d'autres priorités, et la réalité du terrain, le fossé se creuse à nouveau dangereusement. De nombreux responsables des pires atrocités de ces dix dernières années restent en place au cœur des gouvernements de la région. Or, si on ne veut pas que le passé ne compromette l'avenir, seule une justice pour tous pourra servir de socle à une quelconque renaissance. Le défi consiste à combattre l'impunité sans mettre à mal les fragiles processus de paix en cours.

En outre, la paix, la démocratie et la justice ne peuvent être effectives et durables sans l'amorce d'un développement économique garantissant les ressources nécessaires à la construction de véritables Etats de droit. Or, si un modèle de développement viable implique de générer à terme des ressources financières endogènes, la dramatique situation économique de l'Afrique centrale nécessite au préalable d'importants financements extérieurs. En République démocratique du Congo, où le PIB par habitant a chuté de 50% entre 1992 et 2002, tout est à reconstruire. Les infrastructures de base sont en lambeaux et les activités de survie dans le secteur informel doivent pallier un taux d'emploi dramatiquement faible (4% de la population active contre 18% en 1958). La Banque mondiale a calculé qu'avec un taux de croissance moyen de 7%, il faudrait soixante ans au Congo pour retrouver le niveau socioéconomique qui était le sien en 1960 ! Le Rwanda, qui reste essentiellement un pays exportateur de thé et de café, exporte six fois moins qu'il n'importe, ce qui implique un déficit commercial structurel que seule l'aide extérieure permet de combler artificiellement. Les populations rurales, dont le tissu social a été déchiré par le génocide, sont de plus en plus abandonnées à leur sort, sans travail ni ressources. Le Burundi voisin a connu dix ans de guerre suite à l'assassinat en 1993 du premier président burundais élu démocratiquement, Melchior Ndadaye. Depuis lors, le PIB du pays a diminué de 50% et le pourcentage de Burundais vivant sous le seuil de pauvreté a doublé, pour atteindre 67%. Le marasme

économique qui a relégué ce pays au rang de troisième pays le plus pauvre du monde rend très difficile, voire impossible sans aide extérieure, la réinsertion de 1,2 million de déplacés.

L'évolution favorable des processus de paix, bien que fragile, a débouché sur une série de programmes financés par les bailleurs de fonds internationaux. Réunis en décembre 2003 à Paris, ils ont confirmé la mobilisation de 3,9 milliards de dollars entre 2004 et 2006 pour la reconstruction du Congo. Le gouvernement de transition de Kinshasa a également signé en janvier 2004 un accord bilatéral de 10 milliards de dollars avec l'Afrique du Sud. Le Rwanda s'est de son côté lancé dans un ambitieux programme de réduction de la pauvreté et qui vise à impliquer directement les collectivités locales par la voie de la décentralisation, comme le préconisent les institutions financières internationales. Quant au Burundi, lors du Forum des partenaires tenu en janvier 2004 à Bruxelles, les bailleurs de fonds se sont engagés à mobiliser 810 millions d'euros pour la période 2004-2006, dont près de 500 millions pour le programme national de réhabilitation et de réinsertion des personnes déplacées.

Mais ces réponses concrètes ne peuvent suffire, tant les besoins et les défis à relever sont énormes. Les politiques de développement en cours restent largement orientées vers l'attraction des investissements internationaux et l'exportation de matières premières. Or, c'est oublier les conséquences néfastes des politiques d'ajustement structurel du passé : les marchés extérieurs des matières premières ne sont pas élastiques et les capitaux privés suivent la croissance plus qu'ils ne la créent. Des tâches gigantesques, allant de la construction d'infrastructures sociales à la réinsertion des soldats démobilisés, ne pourront être réalisées que dans la durée et la stabilité. C'est pourquoi il semble nécessaire d'emprunter des chemins plus ambitieux.

Cela implique un véritable " plan Marshall pour l'Afrique centrale ", incluant l'annulation totale de la dette extérieure de ces pays, largement " odieuse " selon le droit international et qui, malgré les allègements en cours, continue de grever leurs maigres budgets. Cela implique également de lutter contre la corruption, qui a atteint des sommets dans la région, et qui est autant si pas davantage une conséquence qu'une cause de la pauvreté. Il s'agit en outre de réaliser que le contrôle des activités économiques et financières ne peut se réaliser en l'absence d'institutions adéquates, aussi bien privées que publiques. Ces questions financières et institutionnelles ne doivent cependant pas cacher l'urgente nécessité de mener des politiques sociales ciblées, sans lesquelles, comme par le passé, tout décollage économique ne bénéficierait qu'à une élite. Tout aussi prioritaire est le soutien de la multitude de micro-dynamiques de développement menées par les communautés de base, ces millions de personnes qui ont développé des stratégies de survie jour après jour. Enfin, une politique d'intégration régionale permettrait de développer les capacités de production locales et les échanges intra-régionaux, seule voie qui semble susceptible de substituer à moyen terme une logique de coopération aux rivalités régionales encore vives.

Ces chemins ambitieux nécessitent une mobilisation accrue de tous les acteurs régionaux et internationaux. L'Afrique centrale, aux portes de l'eldorado pétrolier du Golfe de Guinée, ne représente plus qu'un intérêt périphérique pour les puissances industrialisées. L'Union européenne et ses Etats membres, principaux bailleurs de fonds de la région, ont un rôle majeur à endosser. Afin que la reconstruction de l'Afrique centrale soit davantage qu'une nouvelle fiction.

Dettes extérieures, PPTE, Dynamique communautaire

DETTE EXTÉRIEURE DE LA RDC : 14 MILLIARDS DE \$ DETTE LÉGITIME OU DETTE ODIEUSE ?

SÉMINAIRE INTERNATIONAL
du mercredi 21 au vendredi 23 avril 2004

au Centre NGANDA, Kitambo.

ONG, Syndicats, Eglises, Associations de la base :
tous ensemble pour connaître la vérité sur la dette de la RDC !



Avec la collaboration de : Ministère de la Justice, Ministère du Plan, Cour des comptes, Groupe parlementaire Société civile et Commission économique-financière, Commission Vérité et réconciliation, Commission éthique et lutte contre la corruption, OBMA, OGEDEP, SNEL, JUBILE SUD, CADTM, CNCD, Open University, Norwegian Church Aid, CIAM, COMAFED, Toge Noire, Réseau femme action, Cause commune, CRONG/Kin, ASADHO, RENADHOC, SOCIKIN/fojec, ONG des droits de l'Homme, Christian Aid, Diakonia, 11.11.11, Paroisse Fatima, Amis Santé, Arche de Noé, Logos Rhema développement, Caritas, Commission épiscopale paix justice, Eglise protestante, Eglise Kimbanguiste, Sang précieux Matonge, Armée de la victoire, Solidarité, UNTC, FGTK, CDTP, Unikin.

CORRUPTION ET PREDATION

Le rapport 2004 de Transparency International sur la corruption vient de sortir. Il dresse le constat limpide que "les hommes politiques prédateurs et les multinationales corrompues entravent le développement économique", mais surtout il dresse un état des lieux de la lutte contre les détournements de fonds par des régimes corrompus, avec la complicité de sociétés multinationales.

Selon ce rapport, "la corruption politique n'épargne aucun pays. Le problème de la corruption politique couvre un large éventail d'actes commis par des hommes politiques avant, durant et après leur mandat. Il comprend aussi bien des actes illicites proscrits par les législations nationale et internationale que des actes qui, certes ne sont pas illégaux, mais qui ont une influence néfaste sur le processus politique. A titre d'exemple, on peut citer les activités des entreprises du secteur privé visant à obtenir des faveurs politiques. Le phénomène de la corruption politique peut avoir une très grande ampleur comme le montre le tableau de TI sur les fonds qui auraient été détournés par certains dirigeants célèbres au cours de ces vingt dernières années :

Président	Pays	Fonds détournés
Suharto	Indonésie (1967-98)	15 à 35 Mds \$
Marcos	Philippines (1972-86)	5 à 10 Mds \$
Mobutu	Zaire (1965-97)	5 Mds \$
Abacha	Nigéria (1993-98)	2 à 5 Mds \$
Milosevic	Yougoslavie (1989-2000)	1 Md \$
Duvalier	Haiti (1971-86)	0,3 à 0,8 Md \$
Fujimori	Pérou (1990-2000)	0,6 Md \$

Mais la situation dans les différents pays de cette liste est malgré tout très variable.

Au Nigeria, par exemple, "l'actuel gouvernement (...) a fait montre de sa volonté politique dans la gestion des dossiers de corruption hérités du gouvernement précédent.

Le montant des fonds que le général Sani Abacha aurait détourné durant les 5 ans qu'il a passés au pouvoir est estimé à 2, voire 5 milliards de dollars américains. L'estimation la plus élevée représente près de 10 % des recettes pétrolières annuelles du pays sur une période de cinq ans. Le Général Abdulsalami Abubaker qui a succédé au Général Abacha a restauré la démocratie au Nigéria et recouvré près de 825 millions de dollars US. Toutefois une somme d'un montant total de 1,3 milliard de dollars américains demeure encore gelée en Suisse, au Luxembourg et au Liechtenstein ; le gouvernement actuel, sous la présidence d'Olusegun Obasanjo, s'emploie à recouvrer cette somme."

Malheureusement, la démarche n'est pas aussi volontariste en République démocratique du Congo : "Durant les 32 années qu'a duré la présidence de Mobutu Sese Seko, la République Démocratique du Congo, anciennement Zaire a reçu une aide de plus de 12 milliards de dollars US, provenant essentiellement de la Banque Mondiale. Une grande partie de ces fonds s'est volatilisée. Mais le président Mobutu, de son côté, a prétendu que le montant des sommes reçues s'élevait à moins de 50 millions de dollars US. Le gouvernement qui a succédé au régime de Mobutu en 1997 n'a pas pu donner une suite favorable à la requête des autorités suisses demandant d'élucider la question de savoir à qui appartiennent les sommes manquantes et qui, en grande partie, ont été transférées dans les banques suisses par des canaux occultes. Ainsi lesdites sommes n'ont toujours pas été rapatriées."

Les mouvements sociaux ont un rôle essentiel à jouer pour pousser le gouvernement à enquêter sur ces sommes détournées et à exiger leur rapatriement dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations qui en ont bien besoin. Le séminaire international sur la dette abordera bien sûr cette question centrale.

CITATION

"Quand le dernier arbre sera abattu, la dernière rivière empoisonnée, le dernier poisson capturé, alors seulement vous vous apercevrez que l'argent ne se mange pas."

Un Indien Cree s'adressant aux Etats-Unis

* Dette extérieure publique des pays en développement : moins de 3 % de l'ensemble des dettes mondiales.

* En 2002, pour 1\$ d'aide publique au développement qui arrive au Sud, 6\$ en sortent en remboursement de la dette.

* En 2002, les 7 plus grosses fortunes du monde possédaient ensemble plus que le PIB total du groupe des 49 pays les moins avancés, où vivent 650 millions d'individus.